

Zeitschrift: Tracés : bulletin technique de la Suisse romande
Herausgeber: Société suisse des ingénieurs et des architectes
Band: 137 (2011)
Heft: 07: Reconstruire III

Artikel: Sans toit ni loi
Autor: Ronert, Arnaud / Woods, Paolo
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-144648>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sans toit **ni loi**

Le but : réaliser 125 000 abris de préfabriqué avant la fin de l'année, un défi défendu par ONU-Habitat. Contre 500 dollars, les réfugiés haïtiens sont priés de quitter la tente qui les abrite depuis janvier 2010. Mais le camp conserve des avantages qui rendent pénible le départ dans des maisonnettes provisoires. Même si elles devront, d'ici quelques années, céder la place à des maisons en dur.

L'homme est tout à son ordinateur portable. Après-midi caniculaire, dans un hôtel de Port-au-Prince. C'est un Américain. Il est venu pour une semaine, consultant pour une ONG, armé d'un appareil numérique ; il passe en revue les images des abris provisoires, ces maisonnettes qui devront pour les deux ou trois ans à venir remplacer les bâches, les tentes, les cabanons de planches récupérées qui, sur chaque place publique de la capitale, avalent l'espace commun. Les

RECONSTRUCTION



Fig. 1 : Le camp du Golf-Club, Pétion-Ville

Fig. 2 : Temple protestant, dans le camp du Golf-Club, Pétion-Ville



maisonnettes de préfabriqué que l'homme scrute jouissent d'une galerie avec rocking-chair, d'une petite salle de bain. Il y a même une ampoule sur le palier pour voir venir de loin les visiteurs. Un rêve petit bourgeois pour plus d'un million d'Haïtiens qui n'ont jamais connu d'autre quartier que leur bidonville.

Le *cluster* (forum d'ONG) d'ONU-Habitat recense à ce jour la construction de plus de 40 000 abris provisoires. Le projet est d'en dénombrer 125 000 avant la fin de l'année. Dans les containers de la base onusienne, des statisticiens relèvent au chiffre près les compteurs de la manne nationale : 748 919 bâches distribuées depuis le 12 janvier 2010, 97 692 tentes.

Au bord des routes, des marchandes mieux loties revendent les toiles bleues de la charité internationale. Mais l'heure ne semble plus au plastique. Le plus discrètement possible, pour éviter les manifestations, on vide les camps. « On nous a offerts 20 000 gourdes, 500 dollars, pour quitter notre tente sur la Place Boyer à Pétion-Ville. Certains acceptent. » Cette habitante, elle, s'accroche. Elle n'a nulle part où se déplacer encore. Sa maison est détruite. Le terrain sur lequel elle vivait ne lui appartient pas. Et, avec l'irruption depuis le séisme de milliers d'onusiens et d'humanitaires, le marché de l'immobilier ne lui permet pas d'envisager une location durable, avec 500 dollars.



3

Une maison...

Visite matinale, à Pétion-Ville. Deux agents immobiliers ont fait le déplacement. C'est une maison dont on ne voit rien depuis l'extérieur. D'immenses murs maculés de graffiti qui en appellent au départ des Casques bleus, et un portail électrique. Le fusil à canon scié du gardien n'a pas servi depuis longtemps. C'est une maison avec forêt privative – pas de piscine, ce qui déprécie fortement sa valeur locative. La terrasse est gigantesque, elle donne l'impression d'être posée là, à l'abri d'une ville dont on ne perçoit que le murmure. Les agents présentent chaque pièce. « Là, vous pourrez mettre votre gouvernante. Ici, vos enfants. » La chambre des maîtres

de maison se trouve à l'étage. Quatre pièces, un large séjour, trois salles de bain, une cuisine équipée à l'américaine. L'électricité en permanence, pour alimenter l'air conditionné ; la génératrice est placée tout au fond d'un jardin rasé de près. « Je peux vous la proposer à 7 000 dollars par mois. C'est une affaire. Le prix est bas parce qu'elle est trop proche de la ville pour certaines ONG dont les mesures de sécurité sont draconiennes. »

La jeune femme, dans la location de biens immobiliers depuis cinq ans, ne présente pas le séisme comme une opportunité. « Ce serait indigne. » Mais elle ne nie pas l'extraordinaire explosion de la demande dans le secteur des

Fig. 4 : Gregory Brandt, chez lui. L'industriel, héritier de l'une des plus grandes familles haïtiennes, dirige également la Chambre de commerce franco-haïtienne.



4

Fig. 5 : Marie Lucie vend du charbon dans le camp « La Piste » à Port-au-Prince. Avant le tremblement de terre, elle avait une boutique de cosmétiques.

Fig. 6 : Berta, 16 ans, dans la tente où elle a vécu, près du cap « La Piste », depuis le tremblement de terre de janvier 2010

villas de prestige. Le centre-ville de Port-au-Prince est impraticable, certaines organisations refusent de vivre ailleurs que dans les contreforts de Pétion-Ville. Alors, des familles fortunées du bourg altier ont décidé de louer leur domicile et de partir vivre à Miami. « La semaine dernière, nous avons cédé une maison magnifique à un haut-fonctionnaire de la Communauté européenne : 15 000 dollars par mois. Avec une avance d'une année et une option ferme sur trois ans. » Elle évoque aussi ces « fêtes brillantes » où elle est parfois conviée, sur le rebord des piscines à débordement. Elle veut à tout prix donner de Port-au-Prince l'image d'une capitale qui ne s'embourbe pas dans le chantier infini de la reconstruction.

... et un golf

A bien des égards, le camp du Golf-Club, à Pétion-Ville, est exemplaire. Avant le séisme, il servait de terrain aux joueurs impénitents de la bourgeoisie haïtienne. Deux courts de tennis, une piscine, une espèce de country club de pierres apparentes. L'acteur et réalisateur Sean Penn, après le tremblement, a acquis l'espace. Le gazon a vite cédé, la terre est nue. 50 000 personnes vivent là, sous tentes. La terre battue du tennis sert aujourd'hui d'entrepôt. Une section de l'hôpital de campagne est réservée aux malades du choléra. Sur les artères piétonnes tracées dans la boue, plusieurs points d'eau, quelques agents de sécurité qui veillent à ce que le taux de viols constaté dans les autres camps ne soit pas atteint. Plusieurs facteurs empêchent encore d'imaginer un démantèlement à moyen terme des camps de déplacés. L'eau potable y est accessible, la médecine est gratuite et les habitants n'y sont jamais confrontés à des propriétaires qui exigent le paiement du loyer.

Roseline, 35 ans, vêtue de rose, se prépare pour le culte. Elle emballe sa petite fille dans une robe de tulle, de princesse bonbonnière. Jusqu'à l'église, elle marche en savates, mais avant de pénétrer dans le chapiteau, elle enfle des chaussures à haut talon qui crissent sur le gravier. Elle est arrivée dans le camp du Golf-Club le 12 janvier, au soir. Elle vivait dans les parages. Et, comme des milliers d'autres voisins, elle cherchait un endroit dégagé pour passer quelques nuits après la catastrophe. Peu à peu, sa condition s'est améliorée. La tente dans laquelle elle a emménagé avec son mari et son enfant est étanche. Mais on ne lui distribue pas de nourriture. La société pour laquelle elle était employée comme secrétaire s'est effondrée. Elle vit de presque rien ; un peu de famille établie aux Etats-Unis. Elle ne se résout pas à quitter cette cité provisoire où de jeunes entrepreneurs ont établi des échoppes de barbier et même des cinémas. « Je



5



6

Fig. 7 : Marie Lucie dans sa tente

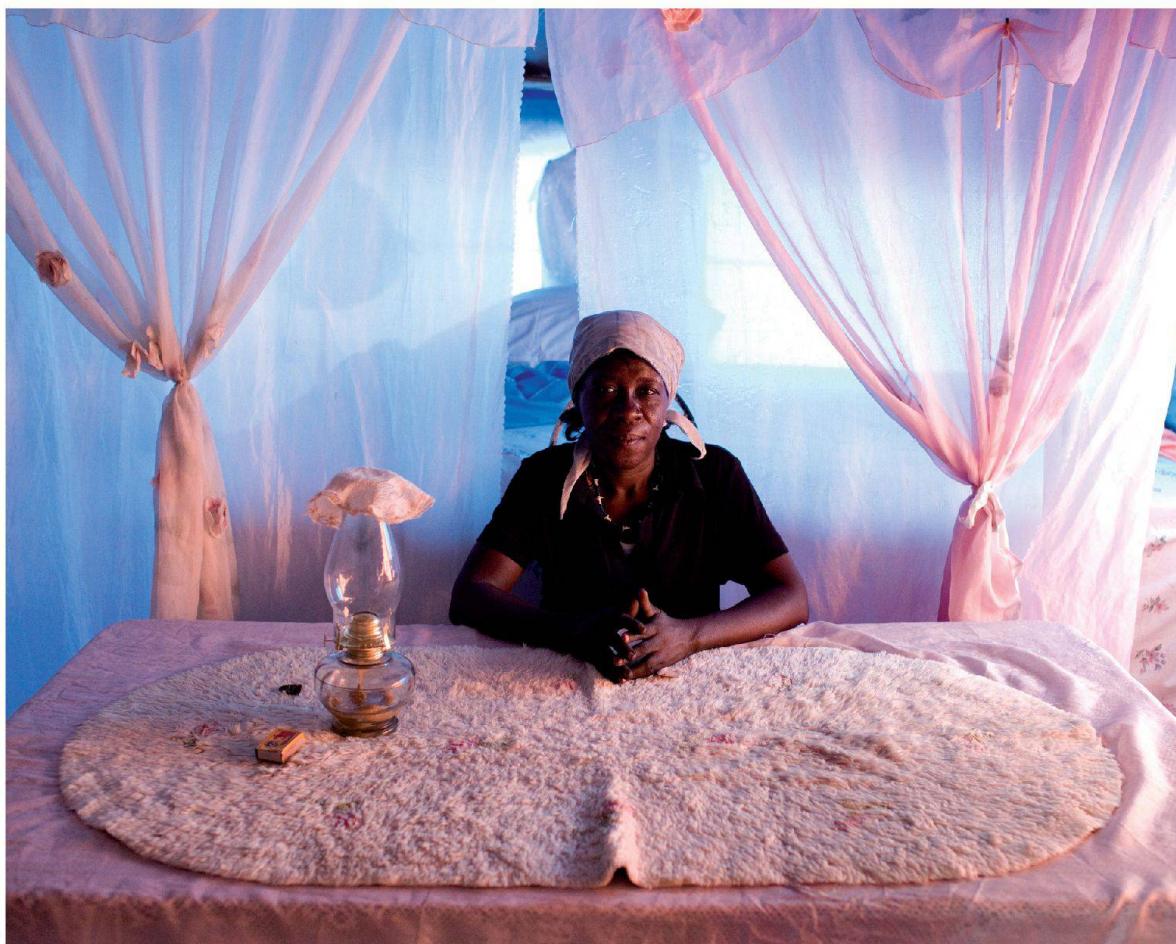
me sens en sécurité dans le camp. Je n'ai pas envie de dormir sous du béton. Et ici, même si on ne nous aide pas beaucoup, on est soutenu. »

La précarité, pour un pays qui de mémoire d'homme n'a pas connu de repos, n'est pas un élément neuf survenu un soir de janvier 2010. De l'extérieur, dans les camps, la puanteur des latrines publiques, l'extrême promiscuité, le vacarme incessant du quotidien, l'accès limité aux rares industries qui embauchent, devraient suffire à pousser le million d'Haïtiens qui vit sous tentes à les quitter le plus tôt possible. Dans la réalité, le camp conserve des avantages qui rendront pénible le retour à domicile programmé par les institutions internationales. Chez Lolo Beaubrun, star de la chanson haïtienne, à la tête du groupe Boukman Eksperyans, on ne consent pas encore à dormir dans un lit. La très belle maison a tenu.

Mais, depuis le séisme, la famille passe la nuit dans une tente posée sur le jardin ou sous la galerie. « Nous sommes encore traumatisés. Le toit, pour nous, est un danger. Cela ne me dérange pas de coucher sur une natte. On a voulu que nous vivions à l'occidentale. C'est cela qui a causé toutes ces morts. »

Reconstruire intelligemment

Combien de temps durera cette ère de la belle étoile, ouverte il y a plus d'un an ? Les experts l'ignorent. Mais restent campés sur des positions héritées des catastrophes précédentes, lors du tsunami de 2004 notamment. Aux tentes doivent succéder des abris provisoires qui devront eux-mêmes d'ici quelques années être supplantés par des maisons en dur. De ce point de vue, les schémas implaca-



7

Fig. 8 : Berta sur le seuil de la maison préfabriquée de 20 m², où elle vivra bientôt avec sa famille, construite par la Croix-Rouge à quelques mètres de sa tente.

bles d'UN-Habitat où des flèches déplacent magiquement les habitants de 1 300 camps vers de nouveaux sites de vie ont quelque chose de perturbant. Plusieurs ONG, dont les Suisses d'EPER, obtiennent d'excellents résultats dans les provinces du sud, à proximité de l'épicentre ; là où les terres habitables sont mois rares. Mais Port-au-Prince reste ce nœud gordien de l'impossible cadastre qui devrait aboutir dans les années à venir à une situation où coexisteront encore des camps nomades de plastique, des milliers d'abris provisoires qui auront largement dépassé leur date de péremption et des maisons reconstruites avec les moyens du bord, en contradiction avec toutes les normes parasismiques édictées par la communauté internationale.

C'est que les données sont accessibles en deux clics sur Internet. On explique aux ingénieurs comment, avec peu de

moyens, rendre résistantes aux séismes et aux cyclones les petites maisons de ciment. Mais partout, ceux qui en ont encore les moyens ont déjà entamé une reconstruction anarchique où l'essentiel est de réemménager dans les délais les plus courts. Sur ce territoire montagneux, on bâtit des logements agrippés à des pentes où des torrents d'eau se déversent à chaque saison des pluies. Les fondations sont déficientes. On conserve les fers à béton apparents en vue d'un futur étage supplémentaire – ce qui fragilise la structure. Tout subit encore la loi des économies minuscules et des maçons sans formation, malgré l'engagement de quelques ONG comme *Habitat for Humanity* pour mettre à niveau quelques centaines de bâtisseurs haïtiens. Dans certains hôtels endommagés par le séisme, on propose même des chambres avec un léger rabais, pourvu que les clients acceptent qu'une faille de



Fig. 9 : Le panorama de Boutillier, qui surplombe Port-au-Prince. Des peintres viennent régulièrement embrasser la cité entière.

(Toutes les photos illustrant cet article ont été prises par Paolo Woods.)

plusieurs centimètres sépare la salle de bains de la pièce; le bâtiment lui-même étant à flanc de coteau.

Les signalétiques de couleur rouge, jaune ou verte que le Ministère des Travaux Publics a apposé sur une majorité des constructions à Port-au-Prince servent souvent davantage de décoration que d'avertissement aux familles qui n'ont d'autre choix que de réhabiliter chichement des habitations vouées à la démolition. L'étrange paradoxe d'une population traumatisée mais qui est forcée de vivre face à un risque démesuré. Plusieurs fois depuis le 12 janvier, Patrick Coulombel, le président de la fondation Architectes de l'Urgence, a alerté sur la situation de la reconstruction en Haïti. Un an après le séisme, il dénonçait le retard pris et les intérêts des ONG internationales qui ne concordent pas toujours avec ceux des populations victimes: « La stratégie de reconstruction qui consiste à faire venir des bâtiments préfabriqués alors que sur place les gens n'ont pas de travail, cela affiche clairement une volonté de servir des intérêts économiques ciblés. Les "donateurs" deviennent de fait des "aspirateurs" de fonds, avec la bonne conscience d'avoir aidé. Cela est valable pour la construction et pour la nourriture, un bon moyen pour évacuer les surplus en plein marasme économique. »

Constat cruel qu'il prolonge par téléphone, alors qu'il se trouve sur le terrain des inondations au Pakistan. L'architecte préconise depuis longtemps la formation locale de techniciens parasismiques, la mise en place de filières de matériaux locaux pour générer de l'économie sur place, le règlement du problème du foncier, l'aide massive au développement de l'agriculture haïtienne pour assurer une autosuffisance

alimentaire. « L'aide doit aider à renforcer une économie locale. On ne peut se satisfaire d'un afflux massif d'argent qui ne serve pas à renforcer le marché des destinataires. Aujourd'hui, nous bénéficions enfin d'une réglementation pour la reconstruction qui puisse être utilisée par tous. Mais Edmond Mulet, qui dirige la mission de l'ONU en Haïti, a clairement signifié que le chantier national attendrait l'issue des élections présidentielles. Il faut maintenant nous activer. Le gouvernement haïtien doit être totalement intégré dans le processus. Sinon, rien ne se passera de durable. »

Patrick Coulombel ne considère pas la solution des abris provisoires comme la plus raisonnable. « Nous ne sommes pas chauds. Il est plus que probable que le provisoire se pérennise. Nous voudrions passer du plastique au définitif sans passer par les abris. C'est pour cette raison que nous nous focalisons sur la question du foncier pour permettre aux gens de réintégrer des terres sur lesquelles ils vivaient mais dont ils ne possédaient pas les droits de propriété. Il faut développer des stratégies d'urbanisation d'urgence. » Sur la question du *state building*, du renforcement des capacités de l'Etat, le président de la fondation française considère qu'il existe un problème de gouvernance aux Nations Unies qui empêche un stratégie globale: « Ceux qui sont au pouvoir à l'ONU ne prennent pas les décisions. Il manque de ce réalisme de terrain si crucial dans un chantier de reconstruction aussi important et complexe. Il existe à l'ONU des gens qui pourraient pallier les carences du gouvernement haïtien. Mais ils ne le font pas. »

Construire à hauteur d'hommes

La terre a tremblé en Haïti il y a moins d'une année et demi. A l'échelle des centaines de milliers de morts, des destructions énormes, de l'épidémie de choléra qui a frappé en novembre et touché plus de 100 000 Haïtiens, il n'est pas anormal que la reconstruction patine. Mais beaucoup se joue dans ces 28 000 kilomètres carrés de territoire national, face à cette population de 10 millions d'habitants, qui dépasse largement les frontières de l'île. Plus que jamais, c'est le dispositif lui-même de l'aide internationale et de sa capacité à relever un petit pays à terre qui est soumis à la question. Ce qui se jouera, dans les années à venir, c'est la flexibilité d'un système lourd qui mêle l'ONU, des dizaines d'ONG et le gouvernement haïtien. Pour cette population, soumise à tous les vents, dont rien ne dit dans les faits qu'elle reste inactive face aux drames qui l'accablent, l'avenir doit se construire à hauteur d'hommes.

Arnaud Robert, journaliste, Paolo Woods, photographe, envoyés spéciaux en Haïti

